

Décembre 2013

Nous contacter à WIEGO !

Courriel :
WIEGO

79 JFK Street #32,
Cambridge, MA 02138 USA
Tel. : 617-496-7037

Fax : 617-496-2828

Courriel :

Karen_Mccabe@hks.harvard.edu

Julia_Martin@hks.harvard.edu

Web : www.wiego.org

Facebook:

[facebook.com/wiegoglobal](https://www.facebook.com/wiegoglobal)

Twitter: @wiegoglobal

Lettre d'Information OBA de WIEGO



Une newsletter aux organisations de travailleurs informels basées sur leurs adhérents (OBA)

SALUT CHERS AMIS ET COLLÈGUES !

Nous vous présentons avec plaisir la Newsletter WIEGO aux OBA, décembre 2013, et vous invitons à lire dans ses colonnes des articles éclairants sur la Fédération internationale des travailleurs domestiques, les récupérateurs de Montevideo, Kuapa Kokoo, des vendeurs de rue à Johannesburg, la conférence de la CSI avec SEWA, et la discussion de la BIT sur l'économie informelle. Bien entendu, comme d'habitude, nous aimerions avoir de vos nouvelles ! Si vous avez des questions ou des commentaires, ou que vous souhaitez proposer des articles en prévision du prochain numéro, n'hésitez pas à nous écrire à l'adresse julia_martin@hks.harvard.edu ou karen_mccabe@hks.harvard.edu.

Les travailleurs domestiques se projettent dans l'avenir en créant la FITD

Par Chris Bonner, directrice du programme Organisation et représentation WIEGO

Vous avez créé ici, au cours de ces trois derniers jours, votre avenir. Vous avez créé la première fédération syndicale internationale de l'histoire, qui sera entièrement gérée par des femmes, une fédération de travailleurs qui, encore tout récemment, n'étaient même pas perçus comme travailleurs. Vous avez démontré qu'il n'existe pas de travailleurs « non organisables ».

C'est ainsi que parla Dan Gallin en s'adressant au Congrès fondateur de la FITD, tenu à Montevideo du 26 au 28 octobre 2013. Son discours émouvant résumait l'importance de l'événement capital au cours duquel le Réseau international des travailleurs domestiques (IDWN) s'est transformé devenant la Fédération internationale des travailleurs domestiques (FITD), la première organisation syndicale mondiale à être gérée par des femmes. Il a poursuivi en disant que les travailleurs domestiques et leur nouvelle fédération témoignent du « renouveau du mouvement syndical ».

Organisé à Montevideo, en Uruguay, le premier pays à avoir ratifié la Convention sur les travailleurs domestiques (C189) et le premier pays d'Amérique latine où les employeurs, le gouvernement et les travailleurs domestiques ont signé une convention collective formelle, le Congrès fondateur de la FITD, qui compte déjà 48 organisations affiliées représentant près de 300 000 travailleurs domestiques dans le monde, a vu réunis 80 délégués votants, plus de 100 travailleurs domestiques du pays, des syndicalistes d'autres secteurs et pays, des représentants de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de l'OIT ainsi que de nombreux

chercheurs et ONG. WIEGO était là en force, chapeauté par Chris Bonner, directrice du programme Organisation et représentation, et Karin Pape, conseillère régionale Europe, qui ont joué, toutes les deux, un rôle important dans le pilotage de la constitution, de la conception à l'adoption, et dans la coordination des élections. Le Comité directeur avec la coordonnatrice de l'IDWN, Elizabeth Tang, ont également joué un rôle de coordination stratégique essentielle, appuyé par Barbro Budin de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes (UITA) et une équipe du Bureau régional de l'UITA à Montevideo.

Le Congrès, proprement dit, a été précédé par des ateliers régionaux au cours desquels les participants se sont penchés sur la Constitution et procédé aux nominations en vue d'élire leurs représentants régionaux au Comité exécutif. Ces travaux ont permis aux délégués non seulement de bien comprendre la Constitution, de la prendre en charge et, de ce fait, de l'adopter à l'unanimité, malgré les contestations initiales, mais aussi de faire en sorte que l'élection du Comité exécutif et des mandataires a été ouverte, démocratique et bien conduite.

L'atmosphère était très joyeuse tout au long du Congrès, la salle remplie de chansons et de discours enthousiasmants, tandis qu'à l'extérieur les travailleurs domestiques exposaient leurs travaux et publications. Les représentants du gouvernement de l'Uruguay ont parlé de diverses politiques et lois qui protègent les travailleurs domestiques

en Uruguay. D'autres ateliers ont été organisés pour mettre en commun des expériences et des idées sur des questions importantes, et WIEGO et l'IDWN ont lancé un nouvel ouvrage traitant de la lutte des travailleurs domestiques et de leurs efforts mobilisateurs en faveur d'une convention et de la création de leur organisation internationale. Cet ouvrage, intitulé « *Oui, nous l'avons fait !* » Comment les travailleurs domestiques dans le monde ont acquis leur statut et leurs droits internationaux, de Celia Mather, est disponible sur le [site Web de WIEGO](http://www.wiego.org).

Le dernier jour du Congrès, les délégués ont élu un Comité exécutif de six personnes, toutes les femmes, et six membres suppléants. Myrtle Witbooi, d'Afrique du Sud, a été élue présidente, Ernestina Ochea, du Pérou, vice-président et Elizabeth Tang, de Hong Kong, secrétaire générale.

Un dernier fait saillant est le discours de clôture au cours duquel le président de l'Uruguay a accueilli chaleureusement les travailleurs domestiques dans son pays, affirmant que nombre d'entreprises et de professionnels y tiennent des conférences, mais « je l'apprécie beaucoup plus quand nous avons des travailleurs ». Il s'est dit fier d'accueillir une réunion des travailleurs domestiques qui ont « délaissé depuis très longtemps » et qui « de donner les moyens de s'organiser pour faire respecter leurs droits ».



En haut et en bas : Photos du Congrès fondateur de la FITD

Photos par Martha Chen



Dan Gallin, du Global Labour Institute, est ancien directeur du programme Organisation et Représentation (POR) WIEGO, ancien membre du Conseil de WIEGO et membre actuel du Comité consultatif du POR.





En haut et en bas: WIEGO visite à Juan Cacharpa et Ave Fenix, sites à récupérateurs de Montevideo, Uruguay

Photos par Federico Parra



Les membres d'Ave Fenix trient les matières recyclables dans un établissement bien équipé cofinancé dans le cadre d'une nouvelle loi qui impute le coût aux fabricants et aux producteurs d'emballage. Une taxe perçue auprès de ces entreprises a permis la mise sur pied de deux centres de triage. Au total, 21 trieurs, dotés d'uniformes et d'équipement, y travaillent au salaire minimum. Ils ramassent les matières des supermarchés locaux, aux points de dépôts, et gardent dans son entièreté le produit de la vente des matières recyclables.

WIEGO côtoie les récupérateurs de Montevideo, Uruguay

Par Leslie Vryenhoek, rédactrice-éditrice WIEGO, et Deia de Brito, chargée du programme Récupérateurs et des communications WIEGO

En marge des réunions annuelles du Conseil et de l'Équipe WIEGO, les membres ont pu rencontrer trois organisations de récupérateurs à Montevideo, en Uruguay.

Un groupe s'est rendu à **Juan Cacharpa**, la plus ancienne coopérative des récupérateurs en activité à Montevideo, pour avoir été établie en 2005, après le deuxième Congrès latino-américain. À la coopérative, située à proximité de la principale décharge officielle, même si les membres n'y ont jamais travaillé, Eduardo, l'un des leaders, a dressé un tableau historique de l'organisation et de ses luttes actuelles, rappelant l'époque où les récupérateurs qui cherchaient à gagner leur vie à la décharge ont fait l'objet d'une répression brutale marquée par des chiens de police, des arrestations et même des fusillades. Cette répression a finalement conduit à une protestation, en 2002, pendant laquelle les récupérateurs se sont enchaînés au grillage. Ce fut la première bataille dans la lutte pour faire reconnaître leurs droits et ouvrir la décharge aux récupérateurs pour qu'ils puissent y gagner leur vie.

Dix ans après, ou presque, le travail qu'est la récupération des déchets est mieux accepté, mais il y a aussi des batailles à livrer. La coopérative a conclu avec le ministre du Développement social et d'autres institutions des accords formels de coopération concernant les lieux où la collecte des matières recyclables est permise. (Juan Cacharpa a deux grands clients dont un établissement d'enseignement) Forte de ses économies, elle a acheté un camion, il y a quelques années, pour pouvoir faire la collecte auprès des entreprises.

Les déchets sont triés dans un centre de tri récemment acquis, un véritable abri — une grande amélioration, même ce n'est pas idéal — ou au domicile des membres où les conjoints et les enfants peuvent prêter main forte.

Interrogé à propos de ce que fait la municipalité pour Juan Cacharpa et d'autres organisations de récupérateurs, Eduardo sourit d'un air désabusé. En vérité, dit-il, elle essaie de faire des choses pour nous aider

mais, vu que la consultation avec les récupérateurs est hasardeuse, ses initiatives ne sont pas toujours heureuses. Par exemple, ses points de dépôt où les déchets peuvent être triés n'offrent aucun abri de sorte que, par temps de pluie, les conditions de travail sont misérable. La faible échelle des interventions est un autre problème. Par exemple, la ville se propose d'intégrer les récupérateurs dans le système de gestion formel des déchets, mais cela ne donnera du travail régulier qu'à 128 récupérateurs alors qu'il y en a 15 000.

En 2009 Juan Cacharpa est devenue une coopérative formalisée. Depuis, dit Eduardo, les membres doivent s'occuper des formalités, à savoir remplir les formulaires et payer des impôts. Et bien que les conditions de travail se soient certes améliorées, ce n'est le cas du revenu et, en conséquence, la coopérative ne soutient en ce moment que cinq membres (le minimum nécessaire au maintien de son statut juridique), touchent d'ailleurs moins que le salaire minimum et n'ont pas été en mesure de progresser. Mais, il a une vision pour l'avenir, un système viable, grâce auquel le travail sera rentable et bénéfique pour les travailleurs, la ville et l'environnement, sauf que, pour livrer une concurrence efficace sur le marché, les récupérateurs devront compter sur des investissements et mesures d'intervention du gouvernement.

À **Felipe Cardoso**, autre site visité par WIEGO, les membres sont d'avis que la formalisation doit être un processus inclusif et participatif si l'on veut qu'elle soit un objectif souhaitable pour les travailleurs. Situé à la périphérie de Montevideo et à la lisière d'un site d'enfouissement fermé, Felipe Cardoso est le résultat d'une lutte de dix ans impliquant le Syndicat des *Clasificadores* (UCRUS), la seule organisation des récupérateurs affiliée à la Confédération nationale des syndicats.

Après des années d'efforts d'organisation, ils en sont arrivés à conclure avec la municipalité une entente leur permettant de recevoir le contenu des camions à ordures désignés sur leur itinéraire quotidien à la décharge. Jadis, leurs membres

travaillaient seul à la décharge et, depuis la création du syndicat, ils ont entamé un long processus d'organisation. En 2003, après un an de négociations, ils ont réussi à se faire désigner une rue pour travailler. Enfin, en 2005, un autre secteur spécial, à l'extérieur du nouveau site d'enfouissement sanitaire, leur a été désigné. Le modèle coopératif a alors commencé à prendre forme et, en 2006, ils se sont constitués en coopérative.

Aujourd'hui, comptant plus de 80 membres, Felipe Cardoso est la plus grande coopérative à Montevideo et, malgré les améliorations manifestes en termes d'espace de travail disponible, leurs conditions de travail restent très médiocres, notamment en ce qui trait à la santé et à la sécurité. Ces jours, la coopérative se prépare à se formaliser. Ses membres, appelés par une ONG à fournir un service de recyclage, recevront un salaire minimum du gouvernement et n'auront plus à travailler en plein air. Les travailleurs, qui attendent avec impatience les avantages que procurent ces changements, disent qu'ils ont été exclus des discussions, ont de nombreuses plaintes à propos du nouveau système et ne l'accepteront pas sans que des changements y soient apportés.

Le troisième site, **Ave Fenix**, est une coopérative née des suites de la mise en œuvre d'une loi nationale sur la responsabilité élargie des producteurs (REP). En Uruguay, on l'appelle communément la « loi de l'emballage », parce que les producteurs d'emballages se chargent du coût associé à la collecte et au tri de leurs matières recyclables par un groupe de récupérateurs organisés. Les producteurs d'emballages cofinancent donc le système et les machines, y compris la rémunération des travailleurs. La coopérative est située entre Montevideo et Canelones et relève de la compétence de la municipalité Canelones.



En haut: un Forum des femmes de Kuapa Kokoo, à Accra, Ghana

Photos par Carol Wills



Organisations de travailleurs informels basées sur leurs adhérents (OBA) ont défilé aux bureaux du maire exécutif Parks Tau pour protester contre la suppression des commerçants informels par la Ville, et a exigé le retour immédiat des vendeurs de rue à leurs espaces commerciaux à Johannesburg.

Photo par Puxley Makgatho, Business Day Live

Kuapa Kokoo Pa Pa Paa: le crème de la crème des cacaoculteurs

Par Carol Wills, consultante indépendante

Kuapa Kokoo, l'un des quatre partenaires du projet WIEGO visant à développer, chez les femmes de l'économie informelle et adeptes du commerce équitable, le leadership et les compétences en affaires, est une coopérative géante constituée de plus de 80 000 producteurs de cacao au Ghana, en Afrique de l'Ouest. Forte de ses antécédents dans la promotion du leadership des femmes, Kuapa Kokoo, que dirige une femme et qui compte des femmes pour la moitié parmi les principaux membres du conseil d'administration, se propose, entre autres objectifs, de renforcer la participation des femmes à la prise de décisions, à tous les niveaux opérationnels et organisationnels, de devenir, grâce à ses qualités de marque (esprit pionnier, souci à l'égard des membres, efficacité opérationnelle), la coopérative de référence mondiale dans la production et la commercialisation du

cacao.

En mai de cette année, elle a organisé à l'intention des 35 membres du conseil d'administration et du personnel un atelier de lancement du projet WIEGO, afin de s'assurer que tout le monde en est informé, en détail, en posant des questions pertinentes. Cet atelier a été suivi par un Forum des femmes, une rencontre de deux jours attirant plus de 250 agricultrices, un événement joyeux, animé et exubérant en ce que les femmes ont, en marge de leurs chants et dansés, participé studieusement aux séances de formation centrées sur les caractéristiques et les responsabilités d'un bon leader. Par ailleurs, le Forum des femmes a permis de mieux faire prendre conscience du projet WIEGO accueilli avec acclamations et applaudissements.

Ce projet, prévu pour trois ans, un

programme de renforcement des capacités, vise à augmenter la participation des femmes en tant que membres et dirigeants actifs de coopératives, à mieux assurer l'accès des femmes aux biens de même que leur contrôle de ceux-ci, à renforcer les organisations ainsi que leur capacité d'accès aux marchés et génératrice de revenus et, d'ici fin 2015, à développer un ensemble de ressources accessibles aux coopératives partout en Afrique. À la fin du projet, 2 800 cacaocultrices membres de Kuapa Kokoo auront reçu une formation en leadership et accru leur participation à la coopérative et à ses unités locales. Nous sommes très heureux de tirer les enseignements de ce projet et de mettre en commun les résultats en les diffusant à l'échelle des réseaux de commerce équitable et du continent.

Brusques expulsions de masse des vendeurs de rue à Johannesburg, Afrique du Sud

Sources:

[Tanya Zack's open letter to the City of Johannesburg](#)

[Cosatu Throws Its Weight Behind Informal Traders' March](#)

[On illegality, Lawlessness and Illegitimacy](#)

Au début d'octobre, un détachement d'agents de la police métropolitaine de Johannesburg (JMPD) a procédé à l'expulsion forcée des vendeurs de rues dans le cadre d'une soi-disant campagne « Clean Sweep » (table rase) lancée à l'initiative du maire exécutif Parks Tau et dont la [légalité a été très contesté dans les médias](#). Les vendeurs de rue « [ont été traités comme des criminels et certains n'ont pas pu travailler pendant plus de 20 jours](#). » Dans sa [lettre ouverte aux responsables municipaux](#), Tanya Zacks, consultante indépendante témoin de l'opération, rapporte que :

« Les étals des vendeurs informels, qu'ils ont loués auprès de la ville, [ont] été enlevés. Il y avait beaucoup d'agents JMPD et SAPS dans la rue. Des agents du SARS et de la police des douanes étaient également présents. Les policiers en uniforme arrêtaient les commerçants et les passants contrôlant le permis d'asile. Ils poursuivaient et fouillaient les vendeurs. Les marchandises — y compris les cartons de pommes — ont été confisquées. Les commerçants fermaient leur boutique et la police leur hurlait de fermer leur magasin. Certains agents JMPD et SAPS entraient dans les bâtiments. J'ai vu une personne qu'on traînait hors de

son véhicule. J'ai vu un agent JMPD menacer une vendeuse avec un bâton cassé et la tirer par le bras... J'ai vu un policier frapper un homme à la tête avec un bâton. J'ai vu un autre policier s'emparer d'une longue perche dans l'un des magasins et l'utiliser pour pousser, frapper et menacer les gens, alors qu'ils descendaient la rue en courant, leur criant de se déguer. »

Selon les rapports, les étals alloués par la Ville ont été cassés, et les vendeurs expulsés de force, sans préavis écrit ni explication, même s'ils ont, dans certains cas, payé la location jusqu'en 2015. On estime à [6 000 vendeurs](#) qui ont été déplacés à la suite de l'opération.

Devant ce coup de force, le Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu) a jeté tout son poids derrière la marche des vendeurs de rue, à travers Johannesburg, jusqu'aux bureaux du maire Tau. Aux côtés des vendeurs, qui exigeaient tous la fin de l'opération « table rase » et le rétablissement des confrères expulsés et qui ont publié un mémorandum, il y avait également des membres de la SANTRA (Alliance nationale des détaillants de l'Afrique du Sud), de One Voice et d'autres associations de vendeurs de rue et ambulants. Le directeur de One Voice,

Frans Seema, a fait savoir que des avocats spécialistes des droits de l'homme ont également été contactés, que cette opération a nui aux moyens de subsistance de beaucoup de personnes.

Cependant, le porte-parole de la JMPD, le surintendant Wayne Minnaar, a déclaré que l'opération — « une initiative de tous les services de la Ville de Johannesburg — ne visait que les vendeurs illégaux, les taxis illégaux et ceux qui agissent en violation des règlements et des restrictions statutaires.

Le 5 décembre, la Cour constitutionnelle a donné raison à l'Alliance des détaillants de l'Afrique du Sud (SANTRA) et au Forum des vendeurs informels de l'Afrique du Sud (SAITF), qui représentent 2 000 vendeurs, en reconnaissant leur droit de commercer. Pour lire l'article au complet, consultez [ILO News](#).

Pour en savoir, veuillez consulter les sources ci-dessus ainsi que les articles suivants : [The scouring of Jo'burg's inner city](#); [Joburg informal traders accuse officials of illegal evictions](#).

A MES SCEURS DE SEWA

DERRIERE VOS VISAGES SI
PLEIN D'HUMILITE

QUELLE FORCE DE
CARACTERE !

QUEL COURAGE DANS
L'EFFORT !

DE LA SUEUR QUI RUIS-
SELLE SUR VOTRE CORPS

ET DU FRUIT DE VOTRE
LABEUR,

VOUS NOURISSEZ LE
MONDE.

MERES NOURRICIERES AU
CŒUR PLEIN DE
TENDRESSE,

VOUS ÊTES SANS AUCUN
DOUTE

LES DIGNES HERITIÈRES
DU MAHATMA GANDHI.

ALORS SOYEZ ETERNELLES !

Mamadou Diallo
CSI/Brussels

Ahmedabad, 27 September 2013

Le rapport de la BIT contient une questionnaire auquel votre gouvernement doit répondre après avoir consulté les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives (article 38 du Règlement de la Conférence internationale du Travail). Les réponses doivent parvenir au Bureau avant le 31 décembre 2013.

CSI : conférence sur les efforts d'organisation dans l'économie informelle

Par Pat Horn, coordonnatrice de StreetNet International

Une conférence de la Confédération syndicale internationale (CSI), co-organisée à Ahmedabad, en septembre, par l'Association des travailleuses indépendantes (SEWA) et la Fondation Friedrich Ebert (FES) a réuni un large public constitué du personnel de la CSI responsable de l'économie informelle au siège social à Bruxelles, ainsi que des bureaux régionaux de la Confédération syndicale des Amériques (CSA) et de CSI-Afrique, et des représentants de plusieurs affiliées de la CSI dans différentes régions.

Le premier jour, les participants ont fait des visites de sensibilisation à différentes opérations de la SEWA, à savoir SEWA Organizing, SEWA Bank, SEWA Academy et VIMO-SEWA, sa division de protection sociale. Pour certains participants, c'était une révélation, car c'était la première fois qu'ils se sont trouvés exposés aux méthodes novatrices de la SEWA relativement à la syndicalisation des travailleuses de l'économie informelle. L'un des participants, Mamadou Diallo, de la Direction générale de la CSI, était tellement

impressionné qu'il a écrit un poème dédié aux femmes de la SEWA.

Lors de la conférence, les participants ont examiné la position de principe de la CSI à l'égard de l'économie informelle, telle qu'elle est formulée dans les Résolutions du 2^e Congrès mondial de la CSI, la Résolution du 8^e Conseil général de la CSI, qui s'est tenu à Bruxelles en 2011 et les Résolutions des organisations régionales de la CSA (*autoreforma sindical*, c'est à dire l'auto-réforme des syndicats) et de CSI-Afrique (transformation de l'économie informelle à l'économie sociale et solidaire). Ont suivi des présentations et discussions axées sur les thèmes suivants :

Obstacles à l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle : comment les surmonter ?
La protection sociale comme mobile d'organisation des travailleurs dans l'économie informelle : qu'avons-nous appris des expériences fructueuses ?
Assurer les droits et la

protection des travailleurs dans l'économie informelle : qu'est-ce qui marche ?

Campagnes d'organisation des travailleurs dans l'économie informelle : comment la CSI et ses organisations régionales peuvent-elles les promouvoir ?

Pour conclure, il a été convenu que l'ordre du jour de la CSI, relativement à l'économie informelle, devrait porter désormais sur les trois thèmes suivants, qui ont émergé des discussions et seront mises de l'avant au Congrès mondial de la CSI en mai 2014 :

La croissance syndicale fondée sur l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle
Travail durable, sécurité du revenu et protection sociale
La concrétisation des droits des travailleurs dans l'économie informelle

À l'ordre du jour : Discussion de la BIT sur l'économie informelle

Par Chris Bonner, directrice du programme Organisation et représentation WIEGO

Juin 2014 verra amorcer à la Conférence internationale du Travail (CIT) le premier des deux débats sur « La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle ». Forts du soutien de syndicalistes au sein du Groupe des travailleurs, de WIEGO et d'autres alliés, ce débat sera pour les travailleurs du secteur informel l'occasion de dire ce qu'ils entendent par la formalisation, les avantages qu'elle devrait leur apporter et les processus qu'ils doivent suivre. Pour convaincre les gouvernements et les employeurs et les amener à soutenir leurs positions et à contrer les opposants, ils doivent formuler de solides arguments.

Pour leur faciliter la tâche, WIEGO a convoqué un large groupe de travail appelé à planifier et à préparer conjointement les discussions. Les

plans de travail consistent, entre autres, à :

encourager les membres de réseaux/fédérations travailleurs du secteur informel de même que de fédérations syndicales à remplir et à retourner le questionnaire de la BIT, d'ici fin décembre, questionnaire qui viendra orienter de futurs documents de la BIT et le projet d'instrument qui sera discuté lors de la CIT;
faciliter la tenue de trois ateliers régionaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine pour aider travailleurs informels à développer leurs positions;
ébaucher un document programme qui sera discuté et modifié par les participants à l'atelier;
favoriser la participation d'un groupe de travailleurs informels et d'organisations

de différents secteurs à la CIT en juin 2014.

Le questionnaire se trouve dans le Rapport V (1) de la BIT intitulé [La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle](#).

